

Mali: « une classe politique pathétique », selon un diplomate français



Laurent Bigot, lors d'un colloque de l'Ifri à Paris le 2 juillet 2012.

Le Mali, «une démocratie de façade où l'on choisit les présidents par cooptation»? Un pays où l'alternance vécue en 2002 n'a été qu'une imposture? C'est l'analyse qu'un diplomate français de haut rang, Laurent Bigot, sous-directeur pour l'Afrique de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères depuis 2008, livre ouvertement, sous l'objectif d'une caméra. Il a laissé l'habituelle réserve au vestiaire, le 2 juillet, pour s'exprimer à titre «personnel» lors d'un colloque à l'Institut français des relations internationales (Ifri), dans un cadre qui était censé rester restreint. Et sans se douter que son intervention se retrouverait ensuite sur Daily Motion.

«C'est Konaré qui a décidé qu'ATT serait président»

«C'est Alpha Oumar Konaré (le président sortant, ndlr) qui a décidé qu'Amadou Toumani Touré (ATT) deviendrait président en 2002. A l'issue du premier tour ATT arrive en tête en 2002, avec une marge de 1% devant Soumaïla Cissé, dans un mouchoir de poche. Et la commission électorale annule 500.000 votes, environ 10% du corps électoral. Pour 300.000 votes de plus on a déclenché le feu sur Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire l'année dernière. (...) Il y a eu des manipulations pour que ce soit Soumaïla Cissé et non Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) qui arrive en seconde position. Des missions d'observation des élections étaient là, mais on s'est contenté des résultats. (...) En 2007, rebelote. ATT est élu dès le premier tour avec près de 70% des suffrages et un taux de participation de 30%, ce qui veut dire que 21% des électeurs maliens l'ont choisi. Cela fait une légitimité extrêmement faible. Et même sur ce scrutin, nous savions très bien que les fraudes ont été très importantes. C'est ça, la démocratie malienne.»

Sans mâcher ses mots, Laurent Bigot estime que le pire reste à venir au Mali. «Seule la façade est tombée et les déterminants de la crise étaient là depuis longtemps: corruption impliquant toutes les sphères, au plus haut niveau, jusqu'au palais présidentiel de Koulouba, une économie largement informelle (...), des trafics en tout genre.»

«La classe politique malienne? Pathétique!»

«C'est pathétique, le discours de la classe politique malienne est pathétique! Pas un homme ne sort du lot... Un conseiller de Blaise Compaoré me disait : « Le Mali peut s'effondrer, pourvu que Bamako reste, et ils vont tous se battre pour des parcelles de pouvoir à Bamako ». C'est exactement ce qu'on observe. Les deux tiers du territoire échappent à la souveraineté de l'Etat malien et on a une classe politique qui se bat encore pour entrer au gouvernement...» Laurent Bigot affirme aussi que le président de transition Dioncounda Traoré a été victime d'une «tentative d'assassinat», raison pour laquelle il ne veut pas rentrer au Mali.

Il rappelle qu'au Nord, «les populations touarègues sont minoritaires et les clivages ethniques très exacerbés, avec des rivalités qui peuvent se transformer en affrontements».

Le Burkina, élément perturbateur et Etat en danger

Pourquoi n'a-t-on pas su ou voulu regarder la réalité en face? Une fois n'est pas coutume, le haut fonctionnaire français bat sa coulpe. Il évoque «un sentiment de supériorité et une paresse intellectuelle» à Paris, qui ont empêché de faire une bonne analyse. Et d'ajouter que le Burkina, «élément perturbateur dans la médiation qui a aggravé la crise au Mali» en imposant l'actuel gouvernement de transition, pourrait être le prochain à s'effondrer.

«Ce n'est pas passé loin il y a un an (lors de la mutinerie des militaires, ndlr), ça peut tout à fait se reproduire. Il n'y a pas d'armée, pas de classe politique, une société civile plus ou moins organisée et surtout une économie en coupe réglée par le clan présidentiel, une corruption qui dépasse l'entendement, une implication dans les trafics de la sous-région jusqu'au proche entourage du président».

«La faute aux puissances coloniales? De la foutaise!»

Conclusion du diplomate, qui cite Achille Mbembe: «Si les Africains veulent la démocratie, c'est à eux d'en payer le prix». La communauté internationale n'a pas la solution, et une intervention extérieure risque de créer un nouvel Afghanistan avec une crise qui va s'installer dans la durée. La solution, à son avis, doit impérieusement venir du Mali. Une occasion pour lui de tacler les critiques qui fusent toujours à Bamako contre le rôle réel ou supposé de la France, à laquelle on prête toutes sortes d'intentions (y compris soutenir la rébellion touarègue pour combattre Aqmi et faire main basse sur les gisements de pétrole en cours d'exploration au Nord Mali).

Laurent Bigot le dit aux Maliens: «C'est votre pays, souverain depuis 50 ans. Il faut arrêter de dire que c'est la faute aux anciennes puissances coloniales. Tout ça c'est de la foutaise! Les choses ont bien changé, heureusement. Plus de la moitié de la population n'a pas connu l'époque coloniale.»

Pas un mot dans la presse française

Cette prise de parole pour le moins courageuse a été largement commentée en Afrique de l'Ouest, certains y voyant une analyse sérieuse, d'autres contestant les compétences de Bigot sur le Burkina... La presse a relayé les protestations de Djibril Bassolé, le ministre burkinabé des Affaires étrangères.

En revanche, pas un mot dans la presse française. La sortie de Bigot est pourtant sans précédent. Elle rompt avec une langue de bois toujours teintée de paternalisme sur l'Afrique et les «amis» africains de la France. C'est peut-être qu'elle gêne aux entournures en fustigeant le «racisme» de certains commentateurs français, pour lesquels la corruption serait «culturelle» en Afrique.

Alors qu'on perçoit déjà – à tort – Laurent Bigot dans certaines capitales africaines comme la «main invisible de François Hollande», on se demande quel prix le sous-directeur va devoir payer, au Quai d'Orsay, pour son «parler vrai».